

METTRE EN ŒUVRE LA SOCIAL-ÉCOLOGIE DANS LES TERRITOIRES

Michel Bisson

02/06/2021

Conférer une dimension éminemment sociale au concept de transition écologique, telle est l'ambition de la social-écologie. Revenant sur les fondements de ce courant, Michel Bisson, maire de Lieusaint, président de l'agglomération Grand Paris Sud et vice-président de France urbaine, apporte son regard sur la voie alternative représentée par la social-écologie, à la fois grille d'analyse sociétale et promesse politique. Convaincu de la nécessité de développer une offre social-écologique territoriale, il appelle à penser local pour agir global.

Social-écologie. Le terme est à la fois jeune et pas si nouveau. Sous cette forme ou d'autres analogues, il apparaît dans le discours de responsables socialistes français il y a déjà une trentaine d'années. Mais sa théorisation formelle ne se fit qu'au début des années 2010, notamment sous la plume d'Éloi Laurent. Dans la conclusion de son ouvrage *Social-écologie*, l'économiste résume son propos en trois idées simples et propose une social-écologie à la fois grille d'analyse et horizon politique : « Les inégalités sociales jouent un rôle moteur dans nos crises écologiques ; ces crises aggraveront encore les inégalités sociales si rien n'est fait pour contrecarrer leur impact ; il revient aux pouvoirs publics de comprendre cette interface social-écologique (c'est la social-écologie comme grille d'analyse de notre monde), puis de s'appuyer sur elle pour réduire les inégalités sociales et atténuer les crises environnementales (la social-écologie comme nouvel horizon politique). » Et, logiquement, il propose dans des travaux ultérieurs un chemin vers cet horizon, la transition social-écologique, empruntant le concept de transition écologique et lui ajoutant une indissociable dimension sociale.

La social-écologie dispose donc d'une grille d'analyse, d'un horizon politique et du chemin qui conduit à ce dernier et figure en bonne place sur le logo du Parti socialiste. Pour autant, cette grille est-elle mobilisée pour aboutir à des consensus mobilisateurs ? Cet horizon est-il partagé pour susciter de l'espoir et de l'envie ? Cette transition est-elle organisée et explicitée pour créer de l'adhésion et de l'engagement ? Insuffisamment, ou, à tout le moins, avec un résultat insatisfaisant. Ainsi, quand a explosé la colère des « gilets jaunes », refusant qu'une fiscalité présentée comme nécessaire pour empêcher la « fin du monde » sacrifie leurs « fins de mois », il n'est pas alors

apparu comme de première évidence qu'une proposition politique et sociétale intégrant ces deux dimensions et offrant une perspective était déjà là, disponible.

Comment établir cette évidence ? Par les territoires. Aux élections municipales 2020, les bons résultats des alliances de gauche – choisies par les électeurs de près de 50% des villes de plus de 100 000 habitants et de 40% de celles de plus de 30 000 habitants – sont une concrétisation de la capacité de la social-écologie à fédérer des forces diverses et à constituer une offre dans laquelle les électeurs se retrouvent. En outre, ce maillage est une opportunité. En effet, les territoires concentrent toutes les problématiques qui traversent les autres niveaux de la société. Le bloc communes-intercommunalité est l'échelon par excellence du fameux « penser global, agir local » cher à l'écologie.

Comment mettre en œuvre la social-démocratie dans les territoires ? Avec une vision, quelques projets clés et une méthode.

Une vision

La social-démocratie a un adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage. Cet adversaire, c'est un mythe – dans le sens d'une construction intellectuelle explicative et fondatrice d'une pratique d'une communauté à la recherche de sa cohésion. « Commençons par une petite leçon d'histoire. Dans le passé, tout était pire. Pendant à peu près 99% de l'histoire du monde, 99% de l'humanité a été pauvre, affamée, sale, craintive, bête, laide et malade. Mais tout a changé au cours des deux cents dernières années. En une fraction du temps passé par notre espèce sur cette planète, des milliards d'entre nous se sont retrouvés riches, bien nourris, propres, en sécurité et parfois même beaux. C'est le capitalisme qui a ouvert les portes du pays d'abondance, mais il ne peut pas l'entretenir à lui seul. Le progrès est devenu synonyme de prospérité économique, mais le XXI^e siècle nous mettra au défi de trouver d'autres moyens d'améliorer nos conditions de vie », explique l'historien Rutger Bregman. L'adversaire de la social-démocratie, c'est le mythe de la croissance infinie.

Globalement, notre modèle dominant, de société et de développement, a permis une élévation du niveau de vie. C'est tout particulièrement sensible dans les pays émergents où des millions de personnes sont sorties de la pauvreté. Mais ce modèle a également généré une concurrence exacerbée, une course à la performance, au consumérisme, des inégalités et le repli sur soi. Alors que le progrès devrait porter sur le lien social, le sens, la stratégie constructive et la tempérance, il a été remplacé par l'individualisme, le court terme, l'opportunisme, le besoin d'accumuler les biens et les richesses. Le progrès a été remplacé par la croissance et la consommation à outrance. Or,

une croissance – une augmentation de la production – infinie dans un mode fini est impossible. Ce modèle court donc à sa perte. Et nous avec.

La social-écologie propose une autre solution. Elle est efficacement et joliment décrite dans la théorie économique du donut par Kate Raworth comme « un avenir qui pourrait satisfaire les besoins de chacun, en préservant le monde vivant dont nous dépendons tous. En deçà du fondement social du donut se trouvent les pénuries en matière de bien-être humain, qu'affrontent ceux auxquels manquent des choses essentielles comme la nourriture, l'éducation et le logement. Au-delà du plafond écologique se trouve un excès de pression sur les systèmes sources de vie, par le biais du changement climatique, de l'acidification des océans et de la pollution chimique, par exemple. Mais entre ces deux ensembles de limites se situe un endroit agréable – qui a clairement la forme d'un donut –, un espace à la fois écologiquement sûr et socialement juste pour l'humanité. La tâche du XXI^e siècle est sans précédent : introduire toute l'humanité dans cet espace juste et sûr. » Mais, aussi solide et séduisante soit-elle, cette solution ne peut combattre le mythe de la croissance infinie qu'en lui substituant une promesse de valeur équivalente, ou même idéalement, supérieure. C'est là qu'intervient la « vision », c'est-à-dire la description d'une situation cible, de là où l'on propose d'aller. Ce point final est le point de départ de l'action politique. Il dit : voilà ce dont nous avons besoin, voilà ce dont nous avons envie, voilà vers où nous nous dirigeons ensemble, voilà pour quoi nous consacrons notre temps et notre énergie. Cette dynamique est importante car, comme le démontre l'économiste Claudia Senik, les projets et les perspectives de progrès constituent le fondement psychologique du bonheur. La croissance est un mythe qui répond à ce besoin. Il faut donc lui substituer un nouvel horizon qui rende tangible une autre réponse à ces aspirations.

Cette vision n'est pas par nature social-écologique. Elle l'est en intégrant comme socle de base non négociable l'humain et la planète, en privilégiant la transformation des modes de production et consommation dans une logique de sobriété, le recentrage sur les besoins humains essentiels (santé, alimentation, sécurité, éducation, culture, mobilité, démocratie) et la valorisation des liens collectifs et solidaires. Ensuite, elle est à construire collectivement territoire par territoire, à partir des forces, faiblesses, opportunités et contraintes locales, et à offrir aux habitants comme un horizon et une aventure commune, germes de bien-être.

Histoires social-écologiques territoriales : la vision de Lieusaint

À Lieusaint, une commune périurbaine de Seine-et-Marne, depuis 2008, une coalition de militants de gauche et de citoyens fonde son projet de ville sur des valeurs social-écologiques, notamment sur le lien du vivre-ensemble, tel que peut le décrire le philosophe Abdennour Bidar : la planète pour recréer du lien à la nature, un lien de respect de la biosphère qui suscite le sentiment

d'appartenance à une vie plus grande et qui transcende le seul ego ; la fraternité pour recréer du lien à autrui, un lien de solidarité qui fait goûter la joie du partage et du don de soi.

En 2020, après l'écoute de près d'un millier de Lieusaintaises et de Lieusaintais et une analyse des forces, faiblesses, opportunités et contraintes locales, leur vision a été confortée et précisée autour de trois idées : une ville écologique à l'environnement protégé, une ville éducative où les enfants s'épanouissent, une ville bienveillante dont les habitants prennent soin les uns des autres.

Quelques projets clés

Le US Army War College utilise un acronyme pour décrire le monde post-guerre froide : VUCA, pour Volatility, Uncertainty, Complexity et Ambiguity. Volatil, car aucune stabilité ne peut plus être considérée comme acquise ; incertain, car, à terme, l'imprévisibilité est la règle ; complexe, car peu de problématiques trouvent des solutions simples et uniques ; et ambigu, car les faits ont des significations fortement ambivalentes. L'élection de Donald Trump ou d'Emmanuel Macron, les « gilets jaunes », le Brexit, la Covid-19 sont autant de manifestations de ce monde VUCA. Dans un tel contexte, prétendre détenir une vérité absolue et immuable est une vue de l'esprit. En revanche, disposer d'une vision affirmée fournit un horizon pérenne, partagé et permettant de s'adapter aux aléas sans perdre son repère final. Dans un tel contexte, prétendre pouvoir établir un programme politique stable et réaliste à cinq ou six ans est une illusion. En revanche, disposer d'une vision affirmée fournit une grille de lecture précieuse pour anticiper et réagir, ainsi qu'un cadre facilitant la sélection, l'évolution et l'intégration des idées et projets. Pour autant, la vision seule ne suffit pas. Elle est la première pierre incontournable, sans laquelle rien de solide ne peut être bâti. Mais il est également nécessaire de décrire le chemin qui y conduit, c'est-à-dire de décrire la transition social-écologique entreprise ou à entreprendre pour atteindre ce but. C'est la mise en mouvement vers la vision, une mise en récit qui lui donne du concret et du sens, de la crédibilité et de la force de conviction.

Effectuons un instant un détour par la psychologie sociale et les pots de confiture, avec les travaux de Sheena Sethi Iyengar et Mark Lepper, respectivement enseignants dans les universités de Columbia et de Stanford. Les deux chercheurs ont réalisé une expérience autour d'un stand de pots de confiture dans une moyenne surface spécialisée. Elle prenait deux configurations différentes : A : un stand de vingt-quatre produits et B : un stand de six produits. Leurs constats furent les suivants : les clients s'arrêtaient davantage devant le stand A que devant le stand B (60% contre 40%), les clients goûtaient autant au stand A qu'au stand B (en moyenne 1,5 parfum contre 1,38 parfum) et, surtout, le plus intéressant et le plus spectaculaire, davantage de clients achetaient au stand B qu'au stand A (30% contre 3%). Bien sûr, Sheena Sethi Iyengar et Mark Lepper n'étudiaient

pas la vente de confiture, mais les attitudes et comportements face aux offres larges ou restreintes. Leur étude met en évidence qu'une offre large attire l'attention, mais qu'elle est sans incidence sur ce qui retient l'attention et qu'en saturant les capacités cognitives, elle est contre-productive sur le passage à l'action. Ramenée à ce qui nous intéresse, cette leçon nous invite à avoir une offre social-écologique complète pour attirer l'attention, mais qui ne s'embarque pas dans un programme détaillé inadapté au monde VUCA, et qui privilégie, au contraire, quelques projets clés suffisamment concrets et porteurs de sens pour retenir l'attention et emporter l'adhésion.

Quel contenu pour cette offre social-écologique territoriale ? Comme pour la vision, elle est à construire territoire par territoire, à partir des forces, faiblesses, opportunités et contraintes locales. Les dix-sept objectifs du programme de développement durable de l'ONU qui balayent des thèmes comme l'emploi, l'alimentation, la santé, l'éducation, les ressources naturelles, etc. sont un bon outil pour la réflexion. *A minima*, deux orientations s'imposent. La première concerne la maîtrise publique pour la planète. En effet, la transition social-écologique implique un retour au collectif des biens communs – ceux que l'argent ne doit pas pouvoir acheter : l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation, le sol. Il nous faut les mettre sous souveraineté publique, à l'abri de l'accaparement marchand. Les formes de cette souveraineté importent peu. Elle ne se base pas sur un dogme ou sur une opposition de types d'acteurs, elle vise à régénérer le lien social, inspirer les citoyens avec du sens donné à l'action politique, conduire des stratégies positives, impulser une production et une consommation plus sobre. Elle vise à davantage de respect et de bonheur. Être en situation de revendiquer, récupérer et gérer cette maîtrise publique n'est pas chose facile. Elle nécessite une forte volonté politique autant qu'une forte capacité technique, managériale, financière et administrative. La deuxième orientation concerne la justice sociale pour l'humain. Les territoires se doivent d'être inclusifs, prévenants, apprenants. Amartya Sen, prix Nobel d'économie, a développé la théorie dite des « capacités » : en substance, à l'échelle individuelle, ce n'est pas la possession de richesses qui fait le développement d'une société ou d'un territoire, mais la capacité des individus à mobiliser ce dont ils disposent. En outre, Amartya Sen souligne que le succès n'est jamais uniquement le fruit du mérite personnel, il s'alimente forcément de toutes les ressources offertes par la société (éducation, mobilité, technologies, santé, etc.) – une démonstration qui acte qu'au-delà même d'un point de vue humaniste et compassionnel, la redistribution et toutes les approches qui rétablissent l'égalité et l'équité des chances sont légitimes et justes d'un point de vue économique. Dans la logique de ces principes, il est prioritaire que tous acquièrent les compétences nécessaires pour faire face aux besoins économiques et sociaux, présents et à venir. En résumé, il faut former pour éviter le risque, préparer plutôt que réparer, et mettre les publics les plus fragiles au cœur des dispositifs. C'est en quelque sorte l'embryon d'un nouveau pacte en phase avec les évolutions de la société. Comme le dit le sociologue Jean Viard, nous vivons plus

longtemps et l'accélération des mues technologiques fabrique des vies discontinues, des trajets aléatoires, des destins complexes et imprévisibles. La première pierre de la justice sociale est de protéger, de permettre, de régénérer et de développer les capacités de chacun.

Histoires social-écologiques territoriales : le bonheur territorial brut à Lieusaint

La municipalité de Lieusaint a choisi de prendre au mot les propos de Robert Kennedy – « En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue » – et de créer un indicateur social-écologique territorial, en remplacement du PIB indicateur du mythe de la croissance illimitée : le bonheur territorial brut (BTB). Dans l'esprit de l'IDH (indicateur de développement humain) conçu par Amartya Sen pour l'ONU et l'IDH-2 de l'Institut Paris Région, le BTB se base sur une trentaine d'items répartis en quatre thèmes – travail, temps libre, santé, cadre de vie (et études pour les étudiants) – et prend deux formes, un indice général et un indice sur lequel la commune a compétence pour agir. La première évaluation a donné des valeurs respectives de 6,3/10 et 6,4/10. Elle a vocation à être renouvelée tous les ans avec une double intention : d'une part, opérationnelle pour mesurer les effets de la transition social-écologique en cours, d'autre part, pédagogique pour faire connaître cette avancée et sensibiliser les Lieusaintaises et Lieusaintais à porter un regard sur leur ville en phase avec des enjeux centrés sur l'humain et la planète.

Une méthode

En janvier 2019, dans son analyse d'une décennie des résultats de son « Baromètre de la confiance politique », le Cevipof ajouta défiance au nom de son enquête de référence. Humour cruel, mais représentatif du constat fait par le centre de recherche. Les maires restent quelque peu épargnés – quoique la création d'un Observatoire des agressions envers les élus par l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités en dit tristement long sur la rupture entre les Français et leurs représentants. Plus que jamais, les élus locaux ne peuvent pas tout, tout seuls. Un problème qui n'en est peut-être finalement pas un, car il impose la coopération. Elle est nécessaire à tous les niveaux. D'abord entre les organisations politiques, syndicales, associatives. Certes, il y a des divergences, mais il y a surtout des convergences, notamment sur l'essentiel, sur une politique de civilisation – au sens défini par Edgar Morin – basée sur la social-écologie et la réappropriation collective de deux biens communs que sont la planète et la fraternité. Il faut être forts des convergences et faire des divergences une source de progrès collectif. La responsabilité collective est de proposer une vision de la société, ainsi que réhabiliter les échanges et les confrontations constructives sur le sens économique, social et écologique de l'avenir. Ensuite, la coopération est nécessaire avec les acteurs et les habitants. Conseils municipaux des jeunes, jurys citoyens,

budgets participatifs, etc. : des outils existent depuis des dizaines d'années, y compris plus récemment dans leurs déclinaisons et développements numériques comme l'open data, les cartographies participatives ou autres MOOC. Reste à les mobiliser suffisamment et à les faire évoluer pour intégrer deux tendances fortes : d'une part, la culture *maker* des *fab-labs* pour co-créer des solutions locales de manière conviviale et expérimentale et, d'autre part, le phénomène des mobilisations pour des causes – comme les Marches pour le climat – pour proposer des temps et des espaces d'action ponctuelle à impact.

Cette coopération doit également irriguer toute la chaîne de l'action publique. En effet, comme le souligne Pierre Calame, spécialiste de l'aménagement, le monde contemporain, et en particulier le territoire, est un système complexe de relations et d'échanges. « Alors le développement a pour objet de valoriser, améliorer et maîtriser les différents systèmes de relation. La gestion territoriale va supposer de bien les connaître et d'apprendre les multiples manières de les enrichir. Le territoire nous apparaît alors non plus comme une surface géographique ou une entité administrative et politique définissant un intérieur et un extérieur, mais comme le carrefour de relations de nature variée. » Le monde VUCA est un monde « viral » : en 2007, les défaillances de remboursement d'emprunts immobiliers par des ménages américains ont provoqué en moins d'un an une crise économique globale ; en 2019, une contamination dans une ville chinoise est devenue en quelques mois une pandémie mondiale. Face à ces tremblements de « temps », la coopérative Acadie propose trois pistes : construire des réseaux d'alliance et de coopération entre territoires et entre niveaux d'acteurs des territoires, articuler réponse publique et capacités de la société civile et économique, articuler les fonctions politiques et techniques de l'État et des territoires. Sur ce dernier point, le chemin est encore long. Si les collectivités locales sont prêtes, l'État est très en retard. Au sein de France urbaine, notre constat est sans appel : dans un pays où 70% de l'investissement public passe par les collectivités locales, en particulier les grandes villes et métropoles, il est indispensable que l'État nous mette autour de la table. Nous devons travailler main dans la main. Malheureusement, ce n'est pas le cas. On perçoit des intentions, mais cela ne se traduit pas par des actes. Les coopérateurs d'Acadie appellent ainsi à « en finir avec un mode de fonctionnement en accordéon où l'État prend la main et efface les acteurs territoriaux pour ensuite venir les solliciter dans des grand-messes médiatisées célébrant les élus en première ligne ».

Histoires social-écologiques territoriales : la « gratuiterie » de Lieusaint

En 2013, une Lieusaintaise, inspirée par le concept argentin de *gratiferia*, lance l'idée d'une « gratuiterie » locale permettant aux détenteurs de biens dont ils n'ont plus besoin de les donner pour qu'ils profitent à d'autres habitants. L'idée s'inscrit parfaitement dans l'orientation politique social-écologique de l'équipe municipale. La commune dispose des moyens de faire aboutir un tel projet, par exemple en suscitant la création d'une association dédiée, ou même en reprenant l'idée

à son compte. Une autre voie est empruntée. Avec l'accompagnement du centre social, qui travaille dans une logique coopérative de « maison de l'innovation et du partage », la mobilisation pour des causes est mise en œuvre. Une « gratuiterie » éphémère est lancée au cours d'animations estivales. Peu à peu, été après été, elle s'impose. Le processus prend du temps, six ans. Mais lorsque vient la phase deux, l'ouverture d'un local mis à disposition par la commune, la « gratuiterie » est forte d'une vingtaine de *makers* ! De quoi assurer sa réussite et sa pérennité.

Cet exemple peut paraître secondaire eu égard aux enjeux. En réalité, il fait partie de la succession de petits pas, de petits objectifs stratégiques, de petites batailles remportables et remportées qui peut conduire plus rapidement à de grandes transformations, que prônent l'écrivain et réalisateur Cyril Dion. Le « monde d'après » est presque déjà là, et il revient aux territoires social-écologiques de le révéler.

Au-delà des territoires : penser local, agir global

Pierre Calame estime que le « penser global, agir local » s'inverse. « Partir du territoire oblige à partir de réalités concrètes, d'acteurs en chair et en os, de liens véritables en lieu et place du maniement de systèmes abstraits pour lesquels il n'y a finalement plus de critère pour démêler le vrai du faux. Cette appréhension concrète de la réalité, du temps, des acteurs sociaux est absolument indispensable dans le monde d'aujourd'hui. [...] En définitive, si l'on revient à la subsidiarité active, le territoire apparaît à la fois comme le point d'application de principes directeurs définis à une autre échelle, l'espace de coopération entre les différents niveaux de gouvernance et le lieu à partir duquel on pense, on évalue, on ouvre de nouvelles pistes. » Trois voies se manifestent : une voie libéral-financière qui vise à accepter le joug de la croissance, s'adapter tant que bien que mal aux crises de plus en plus fréquentes et violentes que ce système génère et qui n'a d'autre perspective que l'effondrement ; une voie populiste réactionnaire qui propose des solutions simplistes, inopérantes dans un monde VUCA, et conduit tout droit à des régimes autoritaires, démagogiques et stériles ; et la voie social-écologique qui invite à dépasser l'inquiétude et à emprunter le chemin de l'enthousiasme. D'ores et déjà, des histoires sociales-écologiques territoriales existent, elles ne demandent qu'à être saisies pour écrire ce récit social-écologique national.